



# Vigilancia Soudan

[www.vigilsd.org](http://www.vigilsd.org)

Bulletin créé en 1992

Comité de vigilance pour les droits de l'homme et les libertés au Soudan - N°155 - septembre 2009

## Déclaration du Conseil des Églises sur la crise du Darfour

Après six ans de guerre, les Églises du Sud Soudan montrent leur soutien au Darfour. Dès le début du conflit, les Églises ont surtout dit qu'il fallait envoyer de l'aide humanitaire que les gens soient musulmans ou non. A cette époque, et pour certains encore aujourd'hui, il n'était pas facile d'intervenir en faveur du Darfour, parce qu'on avait l'impression que ce problème occultait celui du Sud. Cette déclaration est un grand pas en avant, même si leurs citations sur le génocide arménien ici surprennent et les recommandations semblent faibles. On trouvera dans ce texte de très larges extraits de la déclaration (VS).

Depuis le début de 2003, le conflit du Darfour a déchaîné une vague de violences qui a entraîné la mort de centaines de milliers de civils et une crise humanitaire immense, où des millions d'innocents sont déplacés et soumis à des crimes abominables (torture, viols, enlèvements). Le conflit est dans sa sixième année et constitue un défi moral pour la communauté internationale, qui ne peut plus taire ni ignorer la détérioration de la situation de milliers d'innocents quotidiennement confrontés à la mort et à la famine et soumis à des conditions d'existence faites pour entraîner leur destruction physique.

La recherche de la justice, de la paix et de la réconciliation est au cœur du christianisme. Les Églises ont toujours combattu l'impunité aux niveaux national et international, particulièrement dans les pays qui ont subi des violations flagrantes des droits de la personne. La logique de cette lutte n'a pas tant été de rechercher des sanctions que de surmonter la violence et l'impunité, de soutenir les victimes et de rechercher la paix, la justice et la réconciliation.

Les Églises et les organisations œcuméniques ont toujours compris les cris des victimes comme l'exigence du respect de leurs droits. Les victimes ont le droit de savoir précisément ce qui est arrivé dans le cas de graves violations des droits de la personne. Le rapport sur le génocide arménien (COE, 15/22 02 05) disait déjà: « *D'un point de vue chrétien, la voie qui conduit à la justice et à la réconciliation exige que l'on reconnaisse le crime commis, c'est une condition sine qua non pour que les souvenirs soient guéris et que le pardon soit possible. Pardonner ne veut pas dire oublier, mais regarder derrière soi dans l'intention de rétablir la justice, le respect des droits de la personne et les relations entre les auteurs et les victimes* »

Les Églises doivent faire entendre leur voix à propos de la crise du Darfour. Les crimes commis contre des civils innocents remplissent les critères juridiques du crime de génocide tels que définis par la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide et par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI).

Les États ont la responsabilité fondamentale de protéger leurs populations contre le génocide, la purification ethnique, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Cependant, lorsqu'ils sont manifestement incapables de le faire, la communauté internationale n'a plus le droit de demeurer spectatrice ni de permettre que des atrocités perpétrées à une large échelle, telles que celles qui se commettent au Darfour, demeurent impunies.

Le gouvernement du Soudan n'a pas été en mesure de protéger sa population. En outre, à la suite du mandat d'arrêt lancé par la CPI contre le président de la République, El Béchir, le gouvernement soudanais a expulsé du Darfour des ONG qui fournissaient une assistance vitale à des millions de personnes.

L'absence de progrès dans les négociations de paix suscite des inquiétudes pour l'avenir de cette région ravagée par la guerre. Elle influe sur l'Accord global de paix (CPA), déjà fragile, signé en 2005. Le conflit du Darfour est sans aucun doute d'une grande complexité ; il ne faut pas sous-estimer ses liens avec les autres parties du Soudan, les conflits qui se poursuivent dans les pays voisins, ni les effets déstabilisants sur l'ensemble de la région, dans la perspective du référendum de 2011 sur une sécession possible du Sud-Soudan.

**Recommandations** Cette déclaration « *condamne les atrocités massives commises au Darfour à l'encontre des civils innocents* ». Elle demande au gouvernement « *d'assumer pleinement sa responsabilité de protéger ses concitoyens* » sans regarder à l'ethnie ou à d'autres appartenances et de « *laisser l'aide humanitaire parvenir sans interruption à toutes les personnes qui souffrent au Darfour* ». Elle lui demande aussi d'honorer toutes les déclarations et accords qu'il a signés, notamment l'Accord général de paix (CPA/ Sud). Elle appelle les nations africaines et la communauté internationale à continuer de soutenir le processus de paix. Elle dit sa reconnaissance pour l'aide apportée par la Force de maintien de la paix, MINUAD au Darfour...

[www.oikoumene](http://www.oikoumene)

**S O M M A I R E en page 8**

## La tragédie des enfants-soldats

Selon un haut responsable des Nations unies. Il y a environ actuellement 6000 enfants-soldats au Darfour. Ce chiffre aurait dépassé les 8000 en 2008.

Tous les groupes et factions armés, à l'exception de l'Armée de Libération du Soudan, ALS, d'Abdel Wahid Al Nour, ont eu recours à des enfants. Pour Ted Chaiban, responsable du fonds des Nations-Unies pour l'enfance, l'UNICEF, « Cela n'implique pas qu'ils portent tous des armes et qu'ils combattent mais ils sont aux côtés des groupes armés. Nous avons vu des enfants en uniforme et portant des armes dans pratiquement chacune des forces. Des jeunes ont été également associés aux forces armées soudanaises. Sur 400 cas rapporté cette année, les plus jeunes soldats associés aux groupes rebelles du Darfour avaient 11 ans, mais la plupart en avaient environ 15. Deux millions d'enfants sont directement affectés par le conflit et l'insécurité des camps qui va entamer sa septième année ; 700 000 sont nés après 2004. Ceux-ci ont donc vécu uniquement dans une zone de guerre ».

Achat, kidnapping restent des pratiques courantes des chefs de guerre à l'occasion de leurs incursions dans les camps de réfugiés ou de déplacés ; 4 dollars par tête c'est la « prime » donnée pour chaque nouvelle recrue au chef de village ou à l'informateur. Les familles ne reçoivent aucun argent.

L'Unicef multiplie les efforts pour démobiliser les enfants soldats. Cette année, 99 enfants associés au Mouvement justice et égalité

(insurrection islamiste) ont été démobilisés après avoir été arrêtés lors de l'attaque de Khartoum. Cent seize enfants-soldats d'une faction menée par Minni Minawi, qui a signé un accord avec le gouvernement en 2006, devraient également être démobilisés en coordination avec l'Unicef dans les semaines à venir. La semaine dernière, trente-six enfants associés à l'ALS/Freewill ont été démobilisés par la Minuad. Cette démobilisation des enfants, qui défendaient leur village, s'est faite de façon volontaire. Un total de 53 enfants devrait être démobilisé de l'ALS/ Freewil.

Depuis plusieurs années, la principale faction d'insurrection, le Mouvement de Libération du Soudan, MLS, dirigé par Abdel Wahid Al Nour, mène une campagne active ayant déjà permis la libération d'une centaine d'enfants enrôlés de force dans d'autres groupes rebelles et permettant ainsi leur retour dans leurs familles. Le MLS souhaite à partir de 2010, avec l'aide de la Minuad, force de maintien de la paix Nu/Union Africaine, amplifier les actions conjointes pour tenter de libérer l'ensemble des 6000 enfants-soldats restant dans les différentes factions rebelles y compris ceux membres des Forces armées soudanaises.

L'Unicef et la Minuad ont mis en place ensemble un programme d'éducation spécial de trois ans pour assister leur réintégration. Chaque enfant-soldat libéré reçoit un sac à dos contenant des fournitures scolaires et éducatives, ainsi que des équipements sportifs pour sa communauté.

Jean-Marc Tyberg

## ' Il n'y a pas de place pour nous ici !'

Les réfugiées sont victimes de viols fréquents, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps, malgré la présence de l'ONU.

Le 30 septembre 2009 Amnesty International a publié un rapport important dénonçant les atteintes graves aux droits humains généralisées pour les réfugiées du Darfour et de l'est du Tchad. Les centaines de milliers de femmes et les jeunes filles qui avaient fui l'insécurité et les atteintes graves et généralisées aux droits fondamentaux commises par l'armée soudanaise et les janjawid, espéraient trouver sécurité et protection dans l'est du Tchad voisin. En réalité « les viols que d'innombrables femmes et filles ont subis au Darfour continuent de les hanter dans l'est du Tchad » déclare Tawandra Hondora (directeur adjoint Afrique d'Amnesty International).

Elles pensaient être enfin à l'abri et protégées par la communauté internationale qui a déployé une force de police chargée d'assurer la sécurité à l'intérieur et autour des camps de réfugiés et des personnes déplacés (MINURCAT).

Les femmes et les jeunes filles originaires du Darfour sont particulièrement exposées parce qu'elles sont obligées de quitter régulièrement les camps de réfugiés pour aller chercher de l'eau et du bois pour faire la cuisine, trouver du foin pour les ânes et les chèvres ou s'occuper d'un petit potager dans les zones où il y a suffisamment d'eau pour faire

pousser des légumes. La recherche de bois sec autour des camps mise en place depuis parfois six ans peut contraindre les femmes et les filles à partir prospecter plus de 10 km à la ronde, toutes les réserves à proximité des camps ayant été épuisées.

Les femmes qui s'aventurent à l'extérieur des camps s'exposent à des harcèlements et des viols. Ces femmes ne sont guère plus en sécurité à l'intérieur des camps. Elles risquent de subir des viols et d'autres violences commis par des membres de leur famille, d'autres réfugiés et le personnel des organisations humanitaires dont la mission consiste pourtant à leur apporter aide et soutien. Une véritable culture de l'impunité règne pour ces crimes. Les auteurs de viols et d'autres formes de violence contre les femmes et les filles sont très rarement traduits en justice ; même quand la victime dénonce l'auteur auprès des autorités.

Faire changer la tradition qui favorise l'impunité et la poursuite de cette violence est un aspect qu'il ne faut pas négliger. Actuellement, on demande simplement à l'auteur d'un viol qui aurait été inculpé, de verser une forme d'indemnisation, « Diya » (prix du sang). Cette « Diya » en général se limite à un léger dédommagement financier. Les femmes mariées qui ont été violées sont souvent répudiées par leur mari, tandis que les jeunes filles ayant subi le même sort ont de grandes difficultés à se marier. La plupart choisissent donc de garder le silence afin d'échapper aux conséquences

sociales négatives. Cette situation de quasi impunité est un facteur d'aggravation. La communauté internationale ne peut détourner « impudiquement » plus longtemps son attention du sort de ces femmes et jeunes filles qui souffrent de leur humiliation. Les solutions qui pourraient mettre fin à cette situation insupportable qui perdure depuis plus de 7 années existent.

- l'application effective des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations unies afin d'assurer la sécurité des femmes et leur participation politique à la résolution du conflit et à la construction de la paix.

En attendant, l'urgence et la décence nous imposent au minimum d'obtenir :

- La mise en place, sans délai, de moyens militaires des Nations unies adaptés, suffisants et efficaces dans le cadre de MINURCAT

- La création avec de véritables moyens d'un service de santé accessible, adapté et de qualité pour les femmes et les filles victimes de violences sexuelles sans évidemment oublier les infrastructures nécessaires pour les nouveaux-nés

- Le financement et la mise en place de solutions permettant aux populations de ces camps d'avoir un accès simple et protégé à l'eau, au bois de chauffage et au fourrage, indispensables à leur quotidien.

JMT

# LES AFFRES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

Les organisations de défense des droits de l'homme, Enough Project, **L**Save Darfour, Génocide Network, ont eu un choc lorsque l'envoyé spécial du président, le général Scott Gration, a plaidé pour une normalisation avec le seul pays du monde dirigé par un président inculpé pour crimes contre l'humanité, Omar El-Béchir, en disant : « *Nous devons réfléchir à distribuer des biscuits... Les enfants, les pays... ce qui les fait réagir, ce sont les étoiles en or, les sourires, les poignées de main, les accords, les discussions, les engagements* » Elles jugent "naïf" de faire confiance à Khartoum, un gouvernement qui a recruté des lobbyistes pour obtenir la levée de sanctions qui frappent le Soudan depuis plus de dix ans.

## Qui sont les lobbyistes ?

Le plus connu de ces lobbyistes est, selon le Washington Post et Libération, Robert McFarlane, qui s'était illustré dans l'affaire scandaleuse « Iran Contra », ventes d'armes à l'Iran pour financer les contre-révolutionnaires du Nicaragua. Il plaida coupable et fut condamné à deux ans de liberté surveillée et à 20 000 dollars d'amende, avant d'être pardonné en 1992 par Bush. Selon le Washington Post, il a signé maintenant un contrat de consultant de 1,3 millions de dollars au Qatar, puisque les sanctions américaines interdisent qu'il le soit au Soudan, mais fut négocié avec des agents secrets et des diplomates soudanais. Les services de renseignement et de sécurité soudanais ont cherché à entraîner dans un piège d'anciens officiels américains pour normaliser leurs liens. Quatre officiels refusèrent de travailler avec lui. McFarlane a reconnu travailler à l'amélioration des relations EU-Soudan, mais prétend que le Soudan fut un intermédiaire avec le Qatar et ne pas avoir reçu d'argent. Il travaille pour Béchir. L'arrangement complexe qu'il fit met en cause les anciens partenaires commerciaux de McFarlane, Albino Aboug et le Lt-colonel Mohamed Hassan Babiker, identifié par Sudan Tribune comme un officier de renseignement soudanais stationné à Addis Abeba, qui faisait ses rapports directement à l'ancien directeur des services de Sécurité, Gosh. Le Qatar était censé prendre à sa charge une partie des poursuites du Soudan en signant un contrat avec « McFarlane associés » à Arlington, valant 1,3 millions de dollars, comme part de son rôle pacifique en Afrique de l'Est, dit Washington Post. Un mémo en arabe datant du 25 01 se réfère au besoin de « *fournir l'argent nécessaire aux activités du groupe* ». Une semaine après, McFarlane envoya un courriel de son contrat à Babiker avant de le signer. Il fit aussi le brouillon d'une lettre où il s'invitait à la signature du contrat, après quoi il l'envoya à Babiker pour qu'il le donne au Qatar pour approbation. Le contrat fut signé au Qatar le 9 février, des officiels soudanais étant présents. CQFD.

McFarlane rencontra Scott Gration et le conseiller en sécurité américaine James L. Jones, méritant ainsi ses honoraires. Mais la Maison Blanche dit qu'aucun des deux officiels n'approuva ses plans (ST 30 09).

## Scott Gration un naïf

Jusqu'au rendez-vous sur les questions d'Affaires étrangères des Etats-Unis qui nous font douter de tout, la diplomatie américaine fut surtout entre les mains de Scott Gration qui pousse à la normalisation des relations avec le seul pays dont le président soit poursuivi par la CPI. Stéphanie Grunnen écrivit un article incroyable, à ce propos, que nous citons largement. Pendant son dernier séjour au Soudan, Gration rencontra des officiels du Sud, des déplacés du Darfour, des rebelles et autres qui se plaignirent tous qu'il soit manipulé par le gouvernement qui parle de paix tout en la minant. Il dit avoir vu des signes de bonne volonté de Khartoum, le gouvernement est prêt à changer. Pour Prendergast, co-président du projet Enough, Béchir ne répond qu'à la pression. Adam Mudawi, un activiste des droits de l'homme, dit de Gration, « *dans 6 mois, il aura compris, ce sont des menteurs.* » Dans des interviews durant le voyage, Gration dit que les officiels ne lui ont pas menti. Au Darfour, où leur campagne brutale a donné lieu au banditisme et au combat entre factions rebelles et tribus, il affirme qu'il y a de nouvelles réalités. Bien que selon beaucoup, le gouvernement ait orchestré le combat, pour lui, les rebelles ont tourné au gang criminel, ils ne se sont pas unifiés pour les pourparlers de paix. Beaucoup de déplacés ont

un « truc psychologique », qui conduit à une méfiance du gouvernement. Le Congrès national mérite du crédit pour avoir autorisé quelques ONG à revenir après que Béchir en ait expulsé d'autres après son inculpation par la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre au Darfour, les sanctions économiques ont empêché les zones marginalisées de se développer. Aussi répugnant que cela puisse paraître, il dit que ce parti est la seule méthode pour arriver à un règlement au Darfour et éviter une guerre au Sud. Pendant un arrêt à El Fasher, il fut accueilli comme une star de rock par des centaines de supporters de Béchir dans un hall de conférence plein de photos de Béchir et d'Obama montés ensemble de manière indigente.

A Juba, Salva Kiir dit à Gration que son approche enhardissait le parti au pouvoir à dicter des termes défavorables au vote de sécession sudiste, en leur demandant 75% de votes favorables pour accepter leur sécession. Les Sudistes ont toujours accusé ce parti d'armer des milices pour créer du chaos avant le vote. La violence tribale y a tué 2000 personnes cette année. Mais Gration soutint les soucis légitimes du parti. Il pressa les Sudistes de faire confiance à un gouvernement qui leur a fait une guerre brutale pendant 20 ans.

« *C'est l'autre parti qui peut bâtir la confiance. Comment aurez-vous confiance en quelqu'un qui vous a tué hier ?* » lui répondit Salva Kiir lors d'une conférence.

Au Darfour, les leaders des différents camps de déplacés dirent à Gration que la sécurité ne s'était pas améliorée. Pour Ahmed Ali Osman, 22 leaders de camps furent arrêtés récemment pour avoir résisté au plan du gouvernement d'instaurer une taxe; pour Hawa Abdalah Mohammed y a toujours « *des viols, de l'intimidation et différentes formes de harcèlement venus d'éléments armés pro-gouvernementaux.* » Musa Tohill portait un patch jaune sur un œil, et disait à Gration qu'il ne pouvait le regarder avec les deux: « *Nous avons un souci à votre propos, Monsieur, vous irez voir Béchir et lui demanderez ce qu'il faut faire?* » Tohill et les autres accusèrent Gration de soutenir le plan du gouvernement de forcer les déplacés à rentrer chez eux, là où ils craignent d'être attaqués à nouveau (ou être utilisés comme une main d'oeuvre servile VS). Les leaders voient le plan du gouvernement fait pour supprimer leurs bases politiques.

Plus tard Gration rencontra des travailleurs humanitaires. Ils lui dirent que le gouvernement tardait à leur donner leurs permis et à les autoriser à entrer dans les camps. « *Je pensais que c'était fait* », dit-il. « *Cela ne l'était pas* ». D'autres se plaignirent de kidnappings dans les zones gouvernementales. « *Jusqu'à maintenant, dit Gration, les efforts que j'ai vu faire me font dire que je prends le risque d'être trahi. Si je le suis, les pressions devraient venir.* »

L'article de Stéphanie McGrummen n'en finit ni de se moquer de Gration, ni de pleurer sur ses erreurs incroyables. (Washington Post 28 09).

## Les affres de la politique étrangère américaine

Dans quelques jours on apprendra quelle est la politique américaine au Soudan. Avoir des contacts avec ce pays, n'est pas une mauvaise idée. Mais offrir des primes à un gouvernement ressemble à donner à un enfant des biscuits, comme le souhaite Scott Gration. Les gens pensent qu'il est naïf. Pendant ce temps, une offensive militaire au Nord Darfour, (s'il est vrai qu'elle fut positive, ce dont on doute), est une opération que l'on conduit avant des pourparlers de paix. Les accusations d'esclavage ne furent discutées ni par l'Union Africaine, ni par Khartoum dont l'utilisation de l'Armée de Résistance du Seigneur et des Lou Nouer maintiennent l'influence dans le Sud. Le manque de sécurité est si horrible que la guerre civile recommencera, le gouvernement du Sud ne pourra pas protéger ses propres citoyens. Que vont faire les Etats-Unis? Mieux, que devraient-ils faire ? Ils doivent renforcer strictement l'accord global de paix (CPA). Khartoum semble penser qu'il y a une échappatoire. Il doit donc rester sur la liste des Etats terroristes. Le Pentagone est l'un de ceux qui donnent quelque assistance à l'ALPS. Cela continuera probablement. Donner une aide financière serait un bon premier pas. Un pas plus respecté s'il n'était vu comme carte blanche (ST 30 09, While Washington fetters...).

# PÉTROLE, ARMES, ÉCONOMIE

## Pétrole

Le gouvernement cache une partie des ressources pétrolières en les sous-déclarants. Un organisme basé au Royaume Uni, Global Witness, a comparé systématiquement les données soudanaises avec celles de la China National Petroleum Company, et trouve des différences de 9 à 26 %. Les mesures de partage des ressources pétrolières prévues par l'accord de paix avec le Sud ne seraient donc pas respectées, ce qui réduirait selon Global Witness, les ressources du Sud de 10%. Ce gouvernement a demandé un audit indépendant « si possible » international, et des chiffres du pétrole publiés par les autorités fédérales (Global Witness 7 09, ST 7 09, 12 09). Deux semaines auparavant, les partis au pouvoir au Nord et au Sud s'étaient accusés réciproquement de cacher une partie des revenus pétroliers et l'usage qu'ils en font (ST 18 08). Pour le ministre d'État, Kamal Abdel-Latif, le Soudan est parmi les meilleurs pays au monde pour la transparence financière, en réponse à Transparency International qui a classé ce pays comme l'un des pays les plus corrompus au monde; cela correspond à l'opinion générale au Soudan (ST 18 06).

La Commission Nationale du Pétrole a approuvé la participation de la société moldave ASCOM dans le block 5B en remplacement du White Nile, (société dirigée par un joueur de golfe qui avait tenté d'avoir les terres de Total à la fin de la guerre) ce qui a entraîné la décision de la société indienne ONGC à quitter le consortium (ST 26 08). Les revenus pétroliers du Soudan ont été de 159 millions de dollars en avril, 148 en mai et 168 en juin (ST 7 07, ST 29 07). En septembre, une raffinerie thaï (PTT) a acheté 600 000 barils de Dar blend avec un discount de 6,5 \$ par baril, comparé aux prix internationaux (ST 17 08). Des sociétés européennes et chinoises en ont acheté 1,6 millions de barils pour septembre, avec un discount de 7,00 -7,15 \$ (ST 7 08). Les ventes de Nile blend pour septembre se sont faites avec un discount de 2,90 \$ (ST 30 07). Les offres de vente pour octobre sont de 1,6 millions de barils pour le Nile blend dont la production baisse et autant pour le Dar blend (pétrole acide) (ST 20 08, 29 08).

La production de pétrole devrait atteindre 922 000 barils par jour en 2013, par amélioration du taux de récupération des gisements, contre 500 000 barils par jour en 2008 (ST 14 07).

## Sanctions, Armes

Le département du Trésor des États-Unis a publié de nouvelles règles de sanctions qui se veulent « intelligentes ». En clair elles toujours excluent le Sud mais devraient s'alléger en fonction des progrès au Darfour. On ne sait rien de plus (ST 10 09).

Selon diverses sources, le Soudan a importé de Chine des fusées auto propulsées de 406 mm. Il s'agit de systèmes WS-2 montées par 6 sur des camions 8x8. Ces fusées ont une portée de 200 km avec une charge de 100 kg. Elles ne sont pas guidées et ont une précision de 600 m ; elles lancent des bombes à sous-munitions. (Remarque : ce type d'arme est adapté pour terroriser la population en tuant aveuglément sans avoir besoin d'être précis). C'est la première fois que ce modèle est exporté en Afrique. Il existe une version perfectionnée de ces fusées, le modèle WS-3 qui est guidé par GPS (<http://www.strategypage.com/htm/w/htart/articles/20090721.aspx> 21 07, Kanwa Asian Defence 06, ST 13 07).

Le Soudan produit désormais un avion d'entraînement militaire de deux places à hélice, le Safat-01 dans le complexe Safat Aviation situé à Khartoum. D'une valeur de 15 000 US\$, 80% des pièces doivent être fabriquées au Soudan (Reuters 5 07). (Pourvu qu'il tienne bon).

On a vu à Juba des chars ressemblant aux chars ukrainiens T-72 chars qui avaient été détournés par des pirates somaliens. Le Kenya et le Sud Soudan démentent que ces chars aient été acheminés à Juba (Daily Nation -Nairobi, 9 07). Ces chars ont ensuite été observés par satellite au Sud Soudan (Sunday Herald 27 07).

## Les eaux

Les négociations sur le partage des eaux du Nil continuent de façon curieuse : au cours d'une réunion au Caire, l'Égypte a déclaré que ses droits ne sont pas négociables (Reuters 27 07). Elle prévoit qu'en 2017, ses besoins en eaux excéderont les disponibilités. Le gouvernement du Sud Soudan réitère sa position réservée sur la construction du canal de Jonglei (ST 8 08).

## Détérioration économique au Nord

Un rapport du FMI demande au Soudan des réformes fiscales, monétaires et d'échange international pour faire face à la détérioration de la situation. (Les questions de droits de l'homme et de paix ne font pas partie de sa mission). Le montant des réserves monétaires s'est effondré de 2 milliards de dollars à mi-2008 à 300 millions en mars 2009; ce qui est égal 2 semaines d'importations (ST 22 07). Le Japon a effacé une dette d'un montant de 28 millions de dollars (ST 14 07). Selon le ministre des finances, le gouvernement est en sureffectifs, ce qui pompe une partie des ressources du pays. Ceci serait du en partie aux accords de paix qui incorporent des rebelles dans les administrations (ST 8 09). (Peut-être surtout pour avoir dépensé son argent contre son peuple au Darfour).

Selon Akhir-Lahza, la banque Al Nilain a prêté 200 millions de livres sans s'assurer que les clients pouvaient rembourser, ce qui risque de couler la banque. La direction a qualifié cette information de fausse et a menacé le journal de poursuites (ST 10 08). Trois semaines plus tard, le président du Soudan a renvoyé le chef de la banque Al-Nilain et le gouverneur de la banque centrale a demandé à un de ses membres du conseil d'administration d'assurer la présidence par intérim. Aucune raison officielle n'a été donnée. Le FMI appelle le gouvernement à restructurer la Omdurman National Bank qui compte la plupart des prêts non performants du pays (ST 3 09).

## Détérioration économique au Sud-Soudan aussi

Pour les NU, le Sud-Soudan fait face à des problèmes insurmontables. Après l'accord de paix, la région n'a pas reçu l'aide promise et au-delà des accusations de corruption qui ont affaibli son image, la plupart de l'aide s'est concentrée sur le Darfour. Cette année, les pluies ont manqué, les revenus du pétrole ont baissé de 40%. Quarante pour cent de la population souffre d'une crise humanitaire sévère, 90 % vit avec moins de 1 \$ par jour (ST 13 09).

Le gouvernement alloue 51 millions de livres soudanaises à la Nile Commercial Bank pour éviter sa faillite, et la banque centrale en mobilise autant. Il est exigé une restructuration de la direction accusée d'erreurs à répétition. Le gouverneur de la banque centrale du Sud menace de donner les noms de ceux n'ayant pas remboursé leurs dettes. On dit qu'il y aurait des ministres parmi eux. Le correspondant de Sudan Tribune qui couvre le sujet a été arrêté trois fois en avril (ST 26 08). Les États-Unis accordent une aide de 203 millions de dollars au Sud-Soudan pour développer l'agriculture, les services de santé, l'éducation etc. (ST 16 06).

Un accord a été signé avec une société émiratie al Ain National Wildlife qui loue 16 800 km<sup>2</sup> des terres sauvages dans le sud-est pour développer le tourisme. Dans cette région de la taille du Danemark, la société émiratie pourra développer ses activités, malheureusement sans aucun contrôle sud-soudanais. Des Sud-Soudanais se demandent si la société al Ain emploiera pour ses services de sécurité des musulmans venus du Nord, (comme le font entre autres, les compagnies pétrolières). D'autre part, si le Sud faisait sécession et qu'il retourne à la guerre, les gens du Nord pourraient-ils essayer d'utiliser les vols non contrôlés d'Al Ain pour importer troupes et armes (The Economist 9 07) ?

Jérôme Dumoulin  
Docteur en Économie, membre du CA de VS

# DROITS DE L'HOMME... DROITS DE L'HOMME... DROITS DE L'HOMME...

## NU

Le Conseil des droits de l'homme des NU a désigné à une courte majorité pour une durée de un an, un expert indépendant pour surveiller la situation à la place du rapporteur spécial. Le gouvernement a cherché la disparition pure et simple de cette fonction avec l'appui de la plupart des pays africains musulmans. Les autres pays africains se sont abstenus (AFP 18 06).

## ONG

Le gouvernement a annoncé que les ONG expulsées du Soudan à la suite du mandat d'arrêt émis par la Cour pénale Internationale contre le chef de l'État sont autorisées à y revenir et de nouvelles ONG seraient autorisées aussi (AFP 11 06). Sudanaid, Caritas Sudan, émanation de l'Église catholique qui fournit une assistance en éducation, services de santé et services sociaux, cherche à se coordonner avec les autres Églises partenaires à travers le Sudan Partnership Forum pour fournir des aides de façon plus efficace (Zenit 23 06). Trois ONG (MSF-France, MSF Hollande et Oxfam GB) ont déclaré que les autorités soudanaises ont pris leurs biens au Soudan (ordinateurs, véhicules, etc.), ainsi que leurs avoirs en banque d'une valeur totale de 5,2 millions de dollars. Selon le ministre pour les affaires humanitaires, ceci est légal et correspond à l'engagement signé par les ONG selon lequel, si elles sont expulsées, leurs avoirs seront utilisés par d'autres ONG. Selon les trois ONG cela s'applique si elles ont fait quelque chose de mal, ce qui n'est pas de cas, et rien ne prouve que les avoirs saisis sont utilisés par d'autres ONG.

## Loi sur la Presse

Une nouvelle loi devait limiter la liberté de la presse. Les journalistes soudanais et la société civile soudanaise sont vivement opposés à cette future loi (IFEX 11 06). Sur ce, Béchir a annoncé le 27 septembre la levée immédiate de la censure. Les éditeurs, l'association des journalistes et les services de renseignement ont signé un code d'éthique de la pratique journalistique (AFP, Le Monde 27 09 09). Espérons que la la pratique soit plus facile.

## Arrestations

Deux exemples: Lubna Ahmed Al-Hussein travaillait jusqu'à cette affaire pour les NU à Khartoum, elle écrit dans le journal Al-Sahafa. Elle était déjà réputée critiquer le régime. Âgée de 33 ans, elle se trouvait pour un anniversaire qui réunissait 300 personnes dans un restaurant à Khartoum où, à la surprise générale, la police surgit, arrêtant 13 femmes dont Lubna pour « tenue indécente ». Lubna portait un jean recouvert d'une chemise longue et bien sûr un taub. Dix des 13 femmes qui portaient un pantalon ce soir là ont été convoquées par la police et ont reçu 10 coups de fouet. Parmi elle, figurent des Soudanaises du Sud où la charia ne s'applique pas. Lubna ne fut pas jugée car, elle avait l'immunité diplomatique. Elle démissionna des NU, ce pour pouvoir être condamnée. Elle invita bon nombre de journalistes et de personnalités politiques à assister à son procès et à sa flagellation. Quarante coups de fouet furent d'abord requis contre elle. Lubna Al Hussein reçut de nombreux soutiens, tant au Soudan que dans les pays arabes et d'autres pays dont la France. Une journaliste soudanaise, Amal Habbani a été menacée d'une amende de 40 000 US \$ pour avoir écrit un article de soutien. Le procès a été reporté par les autorités « pour avoir l'avis du ministère des affaires étrangères sur son immunité ». Lubna a finalement été condamnée à un amende de 200 US\$ qu'elle n'a pas voulu payer et a interdit à sa famille et ses amis de payer, préférant faire 30

jours de prison. Les soutiens étrangers que Lubna avaient reçus, embarrassaient le gouvernement et le paiement de l'amende fut « téléguidé par celui-ci pour faire cesser cette affaire » : le président de l'Union des journalistes l'a réglée ce qui permit aux autorités de la libérer, malgré elle. Lubna tenait à faire parler du droit des femmes au Soudan. (IFEX 23 07, 30 07, AFP 28 07, Le Figaro 8 08, Le Monde, 9 09, ST 9 09). Elle s'indigna que 700 femmes restent enfermées en prison car elles n'ont personne pour régler la dette (JA). Le grand mufti d'Égypte, Ali Gomaa, a soutenu depuis le droit des femmes à porter des pantalons à condition qu'ils ne soient ni moulants ni transparents (Al Shourouk 16 09).

Arrestation arbitraire à Khartoum le 31 août d'un militant des droits de l'homme darfourien, Abd el Majid, qui s'appropriait à rencontrer des jeunes filles violées au Darfour pour enquêter à leur propos. Aucune charge n'avait été retenue contre lui, mais il est toujours en prison. Ses amis craignent qu'il ne soit torturé (ST 5 09).

## Tortures

Deux jeunes cousins du comté de Rumbek nord, Maliet Marial et Mangok Dhuor-riak, dont les bouches furent brûlées sur les ordres du commissaire, John Beliu, devant des chefs locaux, demandent justice. Maliet dit que son père est de Rumbek et sa mère de l'Etat de Warap, et qu'ils voulaient avertir les gens de Rumbek d'une attaque de ceux de Warap. John Béliu traita les cousins de voleurs et les accusa de faire partie des voleurs de bétail. Selon l'officier d'information du comté, une grande tension est née entre le commissaire et les familles des jeunes gens, victimes de la torture du feu, pour la première fois dans le comté de Rumbek Nord ; il dit que le commissaire fut convoqué devant le tribunal, mais que le gouverneur prétendit que cette affaire n'était rien. Six anciens de Rumbek Nord écrivirent au ministre de l'Intérieur du gouvernement du Sud-Soudan, se plaignant de l'affaire (ST 29 09, Manyang Mayom).

## Nouvelle publication

Le centre africain d'études pour la justice et la paix (African Centre for Justice and Peace Studies) édite un nouveau bulletin trimestriel, le Sudan Human Rights Monitor dont le premier numéro porte sur mars-mai 2009. Parmi les informations données, on note les suivantes : Des personnes appartenant aux organisations de défense des droits de l'homme KCHRED, SUDO et AMAL Centre dont les autorisations d'activités ont été révoquées se sont trouvées harcelées par les autorités en mars 2009: la voiture privée de Mossaad Mohamed Ali (AMAL Centre) a été saisie, le président de SUDO est poursuivi en justice pour un détournement de fonds qui aurait eu lieu en 2004, le responsable de KCRED (bi-national dont le nom n'a pas été donné) est poursuivi en justice pour crimes contre l'État.

La Minuad a publié 12 « accidents sexuels » concernant 34 victimes. Les auteurs étaient vêtus de tenues militaires. La liberté de mouvement de personnes non-accusées, fut empêchée. Ainsi le 19 avril, les autorités de Sécurité nationale à l'aéroport de Khartoum empêchèrent El Tourabi de se rendre à Doha, puis en France. Ils confisquèrent son passeport diplomatique. Le 8 mai, « mandate Darfur », qui devait faciliter le dialogue parmi les Darfouris, fut forcée d'annuler une conférence de société civile qui devait se tenir à Addis-Abeba parce que le gouvernement empêcha les délégués de quitter le pays. Les services de sécurité harcelèrent les délégués, confisquèrent leurs passeports et menacèrent les coordinateurs de la conférence.

D. et J.D

### Visite en Équatoria Oriental

L'État de l'Équatoria orientale au Sud Soudan est une vaste région qui longe la frontière du Kenya et de l'Ouganda et s'étend entre l'Éthiopie à l'est et le Nil à l'ouest. La population d'environ un million d'habitants est dispersée dans de nombreux villages et ne se concentre qu'à Juba, Torit et Nimule. La majorité s'adonne à l'agriculture et à l'élevage.

Par rapport aux années de guerre, il est incontestable que l'atmosphère est aujourd'hui à la détente, ce qui permet de lancer une activité artisanale et commerciale dans les villes où les marchés sont bien achalandés avec des produits venant essentiellement de l'Ouganda et du Kenya grâce à l'axe Nimule-Juba presque carrossable. Partout, y compris dans le centre des villes, déplacés et réfugiés reviennent, construisent leurs huttes, défrichent les terres abandonnées, sèment et plantent en espérant une saison des pluies généreuse... qui tarde à venir au point que la zone orientale souffre cruellement de sécheresse. Le spectre de la famine commence à se manifester et des appels à l'aide ont déjà été lancés.

En dépit de les changements positifs mentionnés, frénésie mercantile d'une part et nouveau départ pour les très nombreux déplacés/réfugiés de l'autre, le peuple en général n'a guère bénéficié de changements dans son mode de vie. Les services sont toujours inexistantes, l'éducation et la santé tournent au ralenti avec peu ou pas de moyens (pas de médecins, peu d'infirmières et d'enseignants qualifiés, dispensaires souvent vides), l'accès à l'eau est un luxe. Les communications sont difficiles en raison de routes inexistantes ou non entretenues, les transports publics sont rares, les moyens de communication et d'information limités : une innovation de taille est à signaler cependant puisque la couverture téléphonique installée par des sociétés étrangères surtout kenyanes et ougandaises permet l'usage du téléphone portable qui devient un outil répandu dans cette région sans électricité ni ligne téléphonique fiable.

L'État semble absent. Le terme de « corruption » est sur toutes les lèvres : les fonctionnaires pensent plus à leurs privilèges qu'à celui des populations démunies et les nouvelles des abus dénoncés à Juba se répandent dans le Sud. On dit aussi que le gouvernement du Sud-Soudan, GOSS, dépenserait 60% du budget pour armer le Sud en prévision de la reprise des combats contre le Nord et que seulement 28% seraient consacrés aux services publics... On voit à Torit, capitale de l'État, pousser de gigantesques bâtiments destinés aux ministères et des maisons privées réservées aux hauts fonctionnaires, lesquels roulent en gros Toyota tout terrain et s'octroient des salaires mirifiques. Voilà où passent les bénéfices du pétrole (soit 98% des revenus du Sud) tandis que le peuple n'a même pas droit à des miettes.

Pour pallier le manque de services, des projets de développement sont menés par quelques ONG mais surtout par l'Église catholique locale qui, avec l'aide d'ONG étrangères, s'occupe de construire des écoles et des dispensaires, d'engager enseignants et infirmières, d'éduquer et nourrir les enfants, d'informer et d'éduquer encore grâce à sa station de radio, de

construire des puits et de projeter de construire le réseau de distribution d'eau à Torit (!), de mettre en chantier projets agricoles et vétérinaires.

L'insécurité fait toujours partie du quotidien dans la mesure où certaines routes restent dangereuses : des véhicules sont parfois la cible de tirs sur la route Juba-Torit puis détournés. Il n'est pas rare qu'il y ait des morts dans ces embuscades. En dépit de la campagne de désarmement, les armes foisonnent. On vous dit avec le sourire qu'on peut bien en remettre une au GOSS alors que chacun en cache une demi-douzaine au moins. L'ALPS omniprésente est très lourdement armée et les check-points nombreux. Au sud de Juba, la route vers Nimule (frontière ougandaise) est soumise à un déminage systématique avant des travaux d'aménagement importants. Plusieurs ponts ont été construits avant d'achever cette route internationale qui est la seule liaison entre Juba et l'étranger par laquelle transitent voyageurs et marchandises vendues au Sud Soudan. Les produits sud soudanais, notamment fruits et légumes, ont du mal à être acheminés sur les marchés locaux en raison du manque de transports et d'un réseau routier inexistant.

Longeant la frontière ougandaise, les villages occupés par l'ARS ne sont plus que ruines et témoignent de l'ampleur des combats entre forces gouvernementales et MLPS. Palotaka et Parajok notamment ont particulièrement souffert et furent quasiment abandonnés par les populations. Les campements de l'ARS subsistent encore sur l'axe Juba-Nimule, ce qui confirme le soutien militaire et logistique des forces gouvernementales à Kony.

Le retour des réfugiés et déplacés est massif et visible le long des routes et aux abords des villages. Les villes elles-mêmes sont engorgées par un fatras de constructions neuves qui témoignent de l'urgence du retour et de la nécessité d'une installation rapide. En décembre 2008, on estimait que 106.000 personnes seraient rentrées en Équatoria orientale depuis la signature du CPA en 2005. Les organismes s'occupant de leur rapatriement distribuent des rations pour 3 mois soit 45 kg de sorgho, 13 kg de lentilles et 1,5 litre d'huile par personne. Au-delà de cette période, ils doivent se débrouiller seuls.

### L'avenir du Sud

Le référendum est souvent évoqué comme une « libération », l'issue de ce vote ne faisant aucun doute pour personne. La partition et l'indépendance sont vivement souhaitées. En revanche, peu de commentaires sur le terrain pour les élections de 2010. Les actes de violence se multiplient un peu partout. On considère que les conflits inter-tribaux sont fomentés par le Nord pour semer la zizanie, déconsidérer le Sud et laisser croire à l'opinion internationale qu'il n'est pas mûr pour l'indépendance. Le spectre d'un nouveau conflit ne semble pas inquiéter les Sudistes sûrs de leur droit et du statut de leur nouvel État. Pour l'instant, les discussions sont au point mort entre GOSS et Parti du Congrès National, CN, sur les résultats du recensement et les modalités du référendum qui seront concrétisées par une loi. Le MLPS demande à la commission électorale d'utiliser les résultats du référendum de 1956 pour établir le découpage électoral et les circons-

criptions adéquates mais Khartoum ne veut pas en entendre parler. D'autre part, le CN exige 75% et même 90% de votes favorables à l'indépendance du Sud pour la reconnaître alors que le MLPS s'en tient à 51%. Pour l'instant, chacun campe sur ses positions. Pourtant, il est nécessaire de prendre une décision au plus vite afin de mettre en place une commission chargée du vote et l'infrastructure indispensable pour qu'il soit libre et équitable. Toutes les options sont envisagées, y compris une reprise des combats pour accéder à l'indépendance.

L'ARS continue de terroriser les populations des États de l'Équatoria occidentale et de l'Équatoria central. De nombreux massacres de civils ont aussi eu lieu en République Démocratique du Congo et en République Centrafricaine. Selon un récent rapport de l'OMS, on estime que 80.000 personnes ont été déplacées et plus de 1.000 ont été tuées depuis décembre 2008. Au cours des deux derniers mois, l'ARS a mené onze attaques dont sept la première semaine de septembre. Les Sudistes ne sont guère étonnés de l'échec des négociations menées entre l'Ouganda et l'ARS par Riek Machar. Ils s'étonnent en revanche qu'on lui ait confié le rôle de médiateur, lui qui ne fut guère un modèle de neutralité notamment à l'époque où il était l'allié à Khartoum qui soutenait ouvertement l'ARS financièrement et militairement pour semer le chaos dans le Sud.

Les conflits se multiplient pour l'accès à l'eau et aux pâturages. Dans ce climat de violence, il sera difficile de mettre en place dans le Sud une infrastructure permettant un vote régulier. Le Nord ne le souhaite évidemment pas car comment lâcher le Sud qui renferme 75% des 6,3 milliards de barils de pétrole que contient officiellement le pays? En allumant des feux un peu partout dans le Sud, il est possible de rendre la situation trop instable pour envisager d'y organiser un référendum.

### **Le sort d'Abyei**

Abyei est un baromètre permettant de mesurer la tension nord-sud et de prévoir les bouleversements. Après le rejet total par Khartoum des frontières d'Abyei fixées par la commission ABC nommée selon la décision de l'accord de paix, le verdict tant attendu du Tribunal international d'arbitrage de la Haye sur le tracé de la frontière d'Abyei, annoncée le 22 juillet, a été acceptée par les deux parties comme elles l'avaient promis. Ce jugement doit être appliqué sur le terrain dès septembre. Le Tribunal établit une zone pour Abyei, sise dans la partie Est et Ouest plus petite que celle de la Commission ABC (10460 km<sup>2</sup> contre 18500 km<sup>2</sup> auparavant). Il détermine que les champs pétrolifères de Heglig et de Bamboo à l'est d'Abyei n'appartiennent pas aux terres des Dinka Ngok. Aussitôt, Khartoum a prévenu qu'il allait réduire les bénéfices du pétrole versés au Sud puisque ces puits importants étaient désormais situés dans le Nord. Les Misseriya, arabes nomades, se sentent trahis par Khartoum qui les prive du pétrole mais le récupère à l'Est. Malgré son accord de principe, le MLPS se raccroche au fait que la frontière Nord Sud en bien des endroits n'est pas fixée et considère que Heglig fait partie de l'État de l'Unité et non du Sud Kordofan. Il soutient

que seules les neuf zones tribales Ngok Dinka sont autorisées à se prononcer lors du référendum sur Abyei, conformément à l'accord global de paix, CPA.

Khartoum ne se serait intéressé à Heglig que lorsqu'on y découvrit du pétrole à la fin des années 1970. A l'époque, une commission présidentielle mise en place par le Président Nimeiri avait décidé que la région de Heglig faisait partie du Nil Supérieur (Haut-Nil), appelé par Khartoum l'Etat de l'Unité. Riek Machar considère que l'affaire est entendue : il n'est plus question d'y revenir (ST, 6/8/09). Selon le CN, le protocole d'Abyei prévoit une commission sur le référendum qui décidera qui peut voter ou non. Le MPLS affirme que les Misseriya ne pourront pas voter. Une administration permanente gèrera cette région jusqu'au référendum en préparant la population à un choix décisif : le territoire d'Abyei sera-t-il intégré au Sud Kordofan ou au Bahr-al-Ghazal ?

La situation est calme depuis l'annonce du Tribunal de la Haye. Une force conjointe de 640 membres (UIJ) patrouille la région avec la police locale et l'UNMIS pour prévenir toute confrontation. Les habitants qui avaient fui la ville par crainte d'accrochages entre FAS et ALPS reviennent peu à peu et le colonel Valentino Tokmac, responsable de l'UIJ, ne craint pas de troubles au moment du tracé effectif de la frontière. Le retour massif des déplacés est vivement souhaité en vue des élections des prochains mois. Or, ce retour ne peut s'opérer que lorsque la sécurité sera garantie, une solide infrastructure d'accueil établie et le soutien financier du GOSS assuré. La région manque de tout et le budget attribué par Khartoum est insuffisant : l'administrateur principal de la région, Arop Moyak, se plaint de ne pas avoir reçu l'intégralité du budget prévu pour 2008 et 2009. Depuis mi-2008, il n'a touché que 2 millions de Livres soudanaises. Le GOSS prévoit de lui attribuer une aide (ST, 9/8/09). Il faut rebâtir Abyei et ses écoles. Les jeunes Dinka n'en ont pas et les enseignants ne sont pas payés depuis 9 mois.

Le 10 septembre, l'équipe technique chargée du tracé de la frontière est arrivée à Abyei. Des journalistes en font partie auxquels l'administrateur général, le brigadier général Arop Mayak, a demandé de ne pas faire état de heurts dans une région vulnérable où toute information mal interprétée peut rallumer les tensions (ST, 11/9/09). Paul Malong Awal, gouverneur du Bahr-al-Ghazal a demandé aux communautés Ngok Dinka et Misseriya d'Abyei de soutenir le travail de l'équipe car le sort des deux régions est lié et il est temps d'en finir avec cette situation de tensions et de violence afin de passer à d'autres priorités (ST, 13/9/09). L'UNMIS s'engage à soutenir les efforts de paix et la stabilité dans une zone qui compte plus de 200.000 déplacés au terme des décennies de guerre nord-sud. L'UNMIS souhaite aider l'administration locale à mettre en place un processus de retour efficace. On estime que 70.000 personnes étaient rentrées à Abyei depuis 2005 faisant passer la population à 90.000 lorsque les combats entre ALPS et FAS ont éclaté en mai 2008 chassant à nouveau 50.000 personnes vers Agok au Sud et 5.000 au moins vers Muglad au Nord. Les conditions sont aujourd'hui loin d'être réunies pour espérer un retour massif.

Elias

# Attaque mortelle au Sud-Soudan

Alors qu'*Elias* vient de nous faire tenir ses articles sur le Sud-Soudan, où des attaques nous inquiétaient fortement, une nouvelle tuerie a porté l'escalade de la violence à un degré jamais atteint au Sud en temps de paix.

Dès le début de l'année les combats se multiplient, souvent ethniques, souvent dus à des vols de bétail, à des disputes sur les ressources naturelles ou à des vengeances. Maintenant une augmentation des attaques de femmes et d'enfants ainsi que de foyers, choquent. Des centaines de tueries ont eu lieu dans diverses parties du Sud, mais les raisons diffèrent. Depuis simplement le 1<sup>er</sup> août, que s'est-il passé ?

À Akobo, État de Jonglei, 185 civils et troupes Nuer, sont tués par des Murle dit le gouverneur de l'État.

Le 13 08, dans l'État de Warrap, 350 Dinka se battent entre eux pour des pâturages, 30 personnes sont tuées.

Le 18 août, dans l'État d'Unité, une bataille oppose deux milices comptant entre 300 et 350 hommes à elles deux.

Le 22 août, dans l'Est Équatoria, lors de l'assassinat d'une femme appartenant au Congrès National, quatre enfants de moins de 12 ans sont tués, deux adultes blessés.

Le 2 septembre, 41 tués et 28 blessés Dinka, le plus souvent civils, dans le comté Twic par des raiders Lou Nouer qui attaquaient Wernyol, un centre administratif.

Le 1<sup>er</sup> septembre, dans l'État de Jonglei, des voleurs de bétail d'Équatoria central ont saisi 1500 têtes de bétail dans des raids sur quinze villages.

Le 5 septembre, dans le Haut-Nil, 25 personnes sont tuées et des douzaines blessées, quand des combattants shillouk ont attaqué des Dinka à Bony Thiang, tuant 20 personnes. Par vengeance, les Dinka ont attaqué le village shillouk de Bon, tuant 5 personnes dont une femme et un enfant.

Le 20 septembre, dans l'État de Jonglei, 76 personnes furent tuées (aujourd'hui plus de 100) et 46 autres blessées lors d'une attaque contre Duk Patiek, un centre administratif, foyer des Dinka Bor Hol, par des hommes armés que les autorités ont décrits comme étant des miliciens. Le Sud Soudan refusa de dire qui était responsable de cette attaque, tout en s'engageant à enquêter. D'après des témoins, Chibetek Mabil, qui s'était déclaré commandant, un Lou Nuer, tua 47 civils et 29 membres des forces armées organisées. Parmi les morts, 11 soldats ALPS, y compris un major, 11 soldats des forces de Sécurité nationale ainsi que leur capitaine, 5 policiers et leur premier lieutenant, et deux officiers des prisons. On dit que Chibetek appartenait aux milices mais n'a jamais rejoint ni les Forces armées soudanaises, ni l'ALPS, ce qui est contraire à la paix du Sud (CPA). Son organisation est connue.

Tant les officiels du gouvernement que les NU, ne voient pas dans cette attaque un vol habituel de bétail, comme le dit Gressley, coordinateur régional des NU. Pour le gouverneur général de Jonglei, « *c'est une attaque contre le gouvernement ... Bien que les attaquants pouvaient être décrits comme des civils, ils avaient une formation militaire, un uniforme et portaient un nouveau genre de Gimp 3.* » Ils brûlèrent 260 huttes, la station de police et des bâtiments officiels. Le curieux est que le gouverneur adjoint de Jonglei, Hussein Mar durant l'attaque téléphona à Chibetek, grâce à l'intervention d'anciens, et lui parla 40 minutes, interrompues par un « *arrête de me faire des sermons* ». Hussein Mar, dit que Chibetek « *faisait partie de gangsters qui pillèrent l'équipement militaire à Khorfulus l'an dernier...on pense que c'est la première source de munitions* ».

Les rivalités historiques entre Dinka, le plus grand groupe ethnique du Sud, et Nuer mènent-elles à des combats désespérants ? Nous rencontrons souvent des Dinka qui se souviennent des massacres faits pendant la guerre en 1991 de Dinka par des Nouer, ralliés au gouvernement de Khartoum. (St , 21 09, Philip Thon Aleu). Autrement tous peuvent attaquer les Équatoriens.

Pour Guillaume Lavallée, (AFP 23 09), les causes de la montée des violences au Sud-Soudan ne sont pas claires. Douglas Johnson lui dit que dans l'État des lacs, il y eut une sorte d'escalade d'inimitié entre différentes sections de Dinka qui peuvent être décrites comme tribales, mais que dans l'État voisin de Jonglei, subsistent des restes des anciennes milices gouvernementales (Nouer) qui semblent avoir accès à de nouvelles fournitures d'armes et opèrent de manière pas nécessairement liées aux disputes locales.

Des officiels du Sud-Soudan ont accusé le parti du Congrès National du Président el Béchir d'armer les milices telles que les Lou Nouer pour déstabiliser le Sud avant les élections et le référendum de 2010 et de 2011. Selon Hogendoorn, le directeur de projet de l'International Crisis Group, il y a très peu de preuves en ce sens, mais nous ne savons pas si c'est faux.

Bien sûr, depuis la fin de la guerre, beaucoup de campagnes de désarmement furent critiquées pour leurs méthodes. Des régions désarmées peuvent être attaquées par celles qui ne le sont pas encore. « *On peut bien remettre une arme au gouvernement du Sud Soudan quand chacun en cache une demi-douzaine* ».

Avec le vote et le référendum promis, les autorités sudistes sont devant un conflit de choix : les anciens ennemis à Khartoum sont vus comme une menace, et la sécurité intérieure localement comme une contrainte émergente nouvelle.

On dit que le gouverneur de Jonglei avait demandé plus d'armée au gouvernement du Sud. Celui-ci lui répondit qu'il avait envoyé beaucoup d'hommes, ajoutant, qu'on avait la liste sous les yeux. Mais selon le gouverneur, la moitié de ces soldats n'étaient jamais venus. Ils touchaient leur solde mais travaillaient ailleurs. Cette fois-ci, semble-t-il, la promesse gouvernementale d'envoyer un lourd contingent ALPS serait sérieuse.

Pourquoi les Églises n'interviennent-elles pas comme elles le firent durant la guerre, pour organiser des paix locales ? Peut-être les bénévoles leur manquent-ils ? Ils sont allés travailler pour les NU et les ONG qui les paient beaucoup mieux.

## SOMMAIRE

- Editorial Conférence des Evêques ..... p. 1
- DARFOUR La tragédie des enfants-soldats,  
« Il n'y a pas de place pour nous ici » ..... p 2
- LES AFFRES DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE ..... p 3
- PETROLE, ARMES, ECONOMIE ..... p 4
- DROITS DE L'HOMME ..... p 5
- SUD-SOUDAN, ABYEI Equatoria Oriental,  
Avenir du Sud, Sort d'Abyei ..... p 6-7.
- Attaque mortelle au Sud-Soudan ..... p. 8

*Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.*

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

41, rue Poliveau – 75005 Paris – tél : 33 (0) 1 43 31 40 67 – contact@vigilancesoudan.org

Dépôt légal : juillet 2009 – ISSN 1286-6121 – Directrice de la publication : Armelle BONIS